

## Un choc économique d'une rare violence

 [alternatives-economiques.fr/un-choc-economique-dune-rare-violence/00092858](https://alternatives-economiques.fr/un-choc-economique-dune-rare-violence/00092858)



Où va l'économie française après le déconfinement ? Cela reste évidemment très difficile à prévoir tant les incertitudes sanitaires comme économiques restent fortes. Un point cependant semble malheureusement acquis : la reprise ne sera pas immédiate et vigoureuse comme on aurait pu encore l'espérer il y a quelques semaines. Le maintien de nombreuses mesures sanitaires et les restrictions qui persistent sur les déplacements vont continuer à freiner l'activité.

### Du jamais-vu

Malgré ces incertitudes, la Commission européenne a rendu publiques le 6 mai dernier ses prévisions économiques pour l'année en cours. Elle anticipe un recul du PIB de 7,7 % en moyenne dans la zone euro et de 7,4 % dans l'Union européenne (UE). Avec une baisse de l'activité de 8,2 %, la France serait plus affectée que la moyenne, derrière la Grèce (- 9,7 %), l'Italie (- 9,5 %) et l'Espagne (- 9,4 %).

Avec une baisse de l'activité de 8,2 %, la France serait plus affectée que la moyenne, derrière la Grèce (- 9,7 %), l'Italie (- 9,5 %) et l'Espagne (- 9,4 %)

La France se trouverait ainsi placée parmi les pays qui ont à la fois connu une des mortalités les plus importantes au monde du fait de l'épidémie de Covid-19 et subi un des contrecoups économiques les plus marqués. Si les prévisions de Bruxelles se confirment, le choc aura été colossal en effet : on aura produit cette année dans l'Hexagone 193 milliards d'euros de richesse de moins qu'en 2019, soit un manque à gagner de 2 900 euros par Français.

Ce serait la récession la plus forte en temps de paix depuis... 1876. Les - 2,9 % de 2009, - 0,6 % de 1993, - 1 % de 1975 sont allègrement enfoncés, mais il en va de même des - 6,5 % de 1932... Evidemment, entre 1914 et 1918 et de 1940 à 1944, la France avait connu sur le plan économique, comme sur beaucoup d'autres, des temps encore nettement plus difficiles qu'aujourd'hui. Mais en dehors de ces périodes de guerre, il faut en effet remonter jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle pour trouver trace d'un choc économique aussi violent.

Attention : cela ne signifie pas (encore) que cette crise économique sera la plus grave jamais intervenue depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Pour le savoir, il faudra attendre les prochaines années. Pendant la crise de 1929, la récession avait dépassé en effet les 6 % du PIB pendant deux ans de suite. Quant à la crise de 2008, il avait fallu attendre 2017 pour commencer à sortir d'une stagnation quasi continue. Si on parvient à trouver rapidement un traitement et/ou un vaccin et que l'économie peut repartir sans trop d'entraves, le choc aura été violent mais de courte durée. Mais pour l'instant, établir une prévision économique pour 2021 relève plutôt de l'astrologie...

## L'épargne au secours de la reprise ?

---

Ce coup d'arrêt brutal de l'activité sur le sol français se doublerait selon la Commission européenne d'un ralentissement encore plus marqué des échanges extérieurs du pays : les exportations de biens et de services (dont le tourisme des étrangers en France) reculeraient de 12 %. Les secteurs phares du vin, de l'aéronautique ou encore des produits de luxe vont être particulièrement affectés. Parallèlement cependant, les importations diminueraient elles aussi de 11,8 % en 2020, grâce notamment à la baisse des prix du pétrole. Résultat : cette crise ne devrait pas se traduire par une dégradation de la position extérieure de la France.

La consommation des ménages baisserait cette année de 9,3 %, selon la Commission. Et leurs investissements de 11,5 %. Tandis que leur revenu disponible ne reculerait, lui, que de 1 % (corrigé de l'inflation). Les salaires reçus par les ménages devraient certes diminuer de 45 milliards d'euros, soit 3,5 %, et leurs revenus de la propriété de 23 milliards d'euros, 29 %. Mais en contrepartie les transferts sociaux devraient s'accroître de 63 milliards, plus 9,8 %. Résultat : l'épargne des Français devrait bondir de 108 milliards d'euros, soit une hausse de 47 % par rapport à 2019.

Le taux d'épargne des ménages passerait ainsi de 14,8 % en 2019 de leur revenu disponible à 22 % cette année... C'est notamment cette forte épargne qui peut laisser espérer un redémarrage rapide de l'économie si et quand les barrières sanitaires seront levées... Il ne s'agit évidemment que de moyennes : comme nous l'expliquons régulièrement dans ce mensuel comme sur notre site Web, la crise a aussi exacerbé les inégalités et nombreux parmi les plus pauvres et les plus précaires sont passés à travers les mailles du filet qui a permis de stabiliser les revenus de la majorité des ménages.

De leur côté, les entreprises devraient voir la valeur ajoutée qu'elles ont produite réduite de 122 milliards d'euros cette année, soit 9 %, et pourraient du coup restreindre leurs investissements de 69 milliards d'euros, soit une baisse de 20,4 %. Un classique : l'investissement freine beaucoup plus que l'activité quand celle-ci se réduit, et accélère davantage quand elle repart. L'excédent brut d'exploitation des entreprises, ce qui leur reste quand elles ont payé salariés et fournisseurs, devrait baisser quant à lui de 82 milliards d'euros, soit 19 %. Mais comme leurs investissements reculent eux aussi fortement, leur endettement devrait peu s'accroître.

Les secteurs phares du vin, de l'aéronautique ou encore des produits de luxe vont être particulièrement affectés

Durant la dernière semaine d'avril, 19 % des 1 130 chefs d'entreprise interrogés par le cabinet Xerfi rencontraient cependant des problèmes de trésorerie ou estimaient qu'ils allaient en avoir dans les trente jours. Et 46 % redoutaient d'en avoir d'ici la fin de l'année. La solidité financière des entreprises dans un contexte de reprise lente va être une des principales incertitudes des prochains mois : pour l'instant, l'Etat a surtout consenti des reports d'échéances fiscales et sociales à leur égard, mais nombre d'entre elles risquent de ne jamais pouvoir régler ces arriérés. Là aussi, il s'agit cependant de moyennes et les différences selon les secteurs d'activité et la taille des entreprises sont importantes.

Enfin, du côté de l'Etat, les recettes publiques devraient reculer de 84 milliards d'euros en valeur courante, soit une baisse de 6,7 %. Cela devrait toutefois se traduire par une légère hausse de leur part dans un PIB qui, lui, baisse encore davantage : elle passerait de 52 % du PIB en 2019 à 52,2 % en 2020. Au sein de ces recettes, ce sont surtout les rentrées des impôts sur les revenus (y compris les bénéfices des entreprises) et les patrimoines qui devraient reculer le plus, avec une baisse de 12 %, tandis que les taxes à la consommation diminueraient de 8,7 %.

Les dépenses publiques seraient, elles, en hausse de 66 milliards d'euros, soit + 4,9 %. Cette augmentation relativement limitée se traduit cependant par un bond de leur part dans le PIB, compte tenu de l'important recul de celui-ci : les dépenses publiques passeraient de 55,6 % du PIB en 2019 à 62,7 % en 2020, dépassant pour la première fois la barre des 60 %. Cette hausse des dépenses publiques ne serait due que pour une faible part, 17 milliards d'euros, à l'accroissement du coût du fonctionnement de l'appareil d'Etat. Et au sein de celui-ci, pour une part encore plus faible, soit 6 milliards d'euros, aux dépenses en salaires pour les employés du secteur public. Tandis que l'investissement public resterait stable en 2020. C'est, sans surprise, la forte hausse des transferts sociaux, 59 milliards d'euros, soit 12 % de plus qu'en 2019, qui explique l'essentiel de l'augmentation de ces dépenses.

## Quelle impulsion budgétaire ?

---

Hausse des dépenses de 66 milliards d'euros et baisse des recettes de 84 milliards, cela va logiquement se traduire par un bond du déficit public qui passerait ainsi de 73 milliards d'euros en 2019 à 222 milliards en 2020, soit de 3 % à 9,9 % du PIB... Avec un tel déficit, la France se situerait encore loin derrière les Etats-Unis, pour lesquels il devrait être à 18 % du PIB cette année. Elle serait néanmoins en quatrième position en Europe, derrière l'Italie (11,1 %), le Royaume-Uni (10,5 %) et l'Espagne (10,1 %). Ce qui compte néanmoins pour soutenir l'économie, ce n'est pas tant le niveau du déficit que l'impulsion budgétaire, c'est-à-dire la quantité supplémentaire d'argent public injectée cette année dans le circuit économique.

Dans le cas de la France, celle-ci représenterait 6,9 points de PIB (9,9 % - 3 %), selon la Commission européenne. Et, sur ce plan, nous sommes à la traîne en Europe : la moyenne dans la zone euro est de 7,8 points de PIB et vingt autres pays européens auront soutenu davantage leur activité que nous cette année. C'est notamment la rançon du fait que nous n'ayons pas réussi à limiter davantage nos déficits publics avant ce choc.

Cette forte hausse du déficit combinée à la baisse tout aussi marquée du PIB devrait se traduire par un bond de l'endettement public français, qui devrait atteindre 117 points de PIB cette année. Loin encore des 254 % du PIB du Japon, des 196 % de la Grèce, des 159 % de l'Italie ou encore des 136 % des Etats-Unis, mais nettement au-dessus des 102 % en moyenne dans la zone euro. Compte tenu du bas niveau des taux d'intérêt, cela ne devrait pourtant pas empêcher la charge d'intérêts de continuer à diminuer cette année et l'an prochain, selon la Commission.

Bref, le choc économique subi par la France en 2020 est sans conteste d'une rare violence. Il reste cependant encore trop tôt pour apprécier la profondeur des cicatrices qu'il laissera dans le tissu économique du pays.